

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## LD: une nouvelle "responsabilité première" pour Guy Nzouba Ndama

ONDOUBA'NTSIBAH  
Libreville/Gabon

D'aucuns croyaient le parti Les Démocrates (LD) complètement à genoux à la suite du débauchage dont il a été victime il y a quelques mois. Mais depuis samedi, il a montré qu'il est encore debout, en vie. Et pour cause, il a tenu son premier congrès ordinaire à Akanda au nord de Libreville. Des assises qui ont vu la participation de nombreux délégués venus de tous les coins du pays.

On notera que l'un des principaux enseignements de ce congrès est la reconduction de Guy Nzouba Ndama à la tête de ce parti politique de l'opposition. "Choix de la raison", estiment les délégués. Même si ces travaux ont aussi permis aux Démocrates de réfléchir sur la restructuration de leur formation politique, la deuxième force du pays après le Parti démocratique gabonais (PDG) avec 10 parlementaires (députés et sénateurs) et plusieurs élus locaux. Une



«Choix de la raison», Guy Nzouba Ndama (micro) a été reconduit à la tête de LD.

réflexion menée sur la base des questions telles que: "Jusqu'où pouvons-nous aller?", "Avec qui et comment atteindre nos prochains objectifs...?"

Selon le leader de LD, "la réponse à ces questions doit avoir pour vocation de relancer finalement notre formation sur de nouvelles bases: plus claires, plus saines et plus saintes". Par ailleurs, reconduit à la tête de ce parti, Guy Nzouba Ndama a décliné ses ambitions. "Implanter le parti partout où cela est nécessaire, a-t-il dit, c'est ce que les militants m'ont confié comme

responsabilité première".

Non sans donner quelques pistes au régime et au PDG. "Le pouvoir qui a bien compris que nous représentons dorénavant une alternative possible et crédible à son règne finissant a décidé de nous considérer non pas comme un adversaire, mais comme un ennemi politique: un ennemi à affaiblir, un ennemi à anéantir finalement", a regretté l'ancien président de l'Assemblée nationale. Et de poursuivre: "Ces derniers temps, le PDG se livre à une honteuse pêche à la ligne de nos cadres et élus, au lieu de se préoccuper des problèmes des Gabonais. (...) Mais plutôt que de nous anéantir, j'ai la faiblesse de penser que le pouvoir s'anéantit lui-même (...)"

À relever que rien n'a filtré sur les ambitions de LD pour le prochain scrutin présidentiel de 2023.

## Législatives partielles: aux urnes le 20 août prochain

J.KOMBILE MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

À la prochaine session parlementaire, aucun siège ne devrait plus être vacant à l'Assemblée nationale. Et pour cause, le Centre gabonais des élections (CGE) a rendu public récemment la date de la tenue des législatives partielles. De fait, c'est le 20 août prochain que les électeurs du 1er siège du département de l'Ogoulou (Commune de Mimongo, cantons Haut-Ogoulou et Haute Dikobi) dans la Ngounié, du 2e siège de la Zadié (Vie-chère, Vièdure, Paris-Bouyon et canton Loué) dans l'Ogooué-Ivindo et du 1er arrondissement du chef-lieu de la province de la Nyanga se rendront aux urnes pour élire leurs représentants au palais Léon-Mba. Un retour aux urnes consécutif aux démissions respectives de Gladys Moulengui, Franck-Ulrich Bokamba Ndombi du Parti social démocrate (PSD) et de Jean-Pierre Doukaga Kassa

des Démocrates (LD). Tous trois anciens élus de l'opposition ayant rejoint, avec armes et bagages, le Parti démocratique gabonais (PDG). Avec ceci que le dernier cité s'était vu bombarder ministre de l'Économie numérique, à la suite du remaniement du gouvernement survenu le 8 mars dernier.

Dans tous les cas, ces partielles devraient avoir valeur de tests pour les différentes formations politiques du pays, à un an de la tenue des élections présidentielle, législatives et locales.

En tout état de cause, le PSD a déjà annoncé la couleur en investissant, au 1er siège de l'Ogoulou, Andréa Mbigou. Une jeune cadre dynamique déterminée à maintenir, coûte que coûte, ce siège dans l'escarcelle de son écurie politique. Ce d'autant plus que cette localité est considérée bien souvent comme étant un des bastions du PSD.

Dans les jours à venir, le CGE devrait rendre publique les dates du dépôt officiel des candidatures.



Comme en 2018, les électeurs de Mimongo devraient être présents aux urnes le 20 août prochain.

## Erratum

Une malencontreuse erreur s'est glissée dans notre édition d'hier en page 3. Au lieu d'écrire la ministre du Budget, Édith Ekiri Mounombi-Oyouomi, il fallait plutôt lire la ministre de l'Économie et de la Relance, Nicole Jeanine Roboty-Mbou.

Toutes nos excuses aux intéressées et à nos lecteurs.

## Miroir du gouvernement Maintenir la dynamique!

ENTRE nous soit dit. Reconnaissons quand même que cette année scolaire s'est globalement déroulée sans véritables couacs. En tout cas, on n'a pas enregistré durant ces neuf mois les grèves et autres perturbations qui avaient fini de faire croire à plus d'un que les années scolaires dans notre pays riment avec arrêts de cours, boycott des corrections des examens de fin d'année, réclamation du paiement de primes de vacances, tensions sur le front social, etc.

Cette situation, qu'on le veuille ou pas, est à mettre à l'actif de la ministre de l'Éducation nationale, Camélia Ntoutoume-Leclercq. Qui, depuis son arrivée à la tête de ce département ministériel, est en train progressivement d'imprimer sa marque en faisant du dialogue

avec les composantes de la communauté éducative, un axe majeur de son action. Résultat des courses: elle a pu ramener un peu de sérénité dans ce secteur. Une situation à laquelle, il faut l'avouer, on n'était plus habitué depuis de nombreuses années. Ce d'autant plus qu'au baccalauréat, des candidats vivant avec un handicap ont pu passer aisément leur examen dans des commodités aménagées par le Minédu.

Pour autant, de nombreux défis, et pas des moindres, se dressent devant elle. Notamment le déficit d'infrastructures scolaires dans plusieurs localités du pays, la baisse globale de niveau de l'enseignement, les effectifs pléthoriques, le manque d'enseignants dans certaines disciplines, etc. Avec ceci que d'aucuns aimeraient savoir où en est

actuellement le dossier de recrutement d'enseignants qu'avait lancé, il y a quelques mois, on s'en souvient, son prédécesseur.

Bref, c'est dire que Camélia Ntoutoume-Leclercq devrait redoubler d'ardeur en évitant, surtout, de dormir sur ses lauriers. À elle donc de poursuivre sur cette lancée en maintenant cette dynamique, en faisant en sorte que la rentrée prochaine se déroule sans anicroche. D'autant plus qu'avec 40 627 admis au Certificat d'études primaires (Cep) cette année, d'aucuns se demandent si les capacités d'accueil des établissements secondaires seront à même d'accueillir cet afflux massif de nouveaux collégiens.

J.KOMBILE MOUSSAVOU